

	LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Administration du cadastre et de la topographie	<b>RELEVÉ PARCELLAIRE</b> par commune et section cadastrale	Commune : MERSCH Section : G de MERSCH
Date d'émission : 8 mai 2018			Responsable : Sandy RIZZO

No parcelle	Propriétaire	QP		U	A	CC	Numéro(s) Mesurage(s)	Lieu dit Nature(s)	Occupation(s)	RNBT		CT
		Emphytéote - Superficiaire - Autre	Domaine de l'Etat							RNBP	RBT	
1938 6660					0	2016-P	2409	Rue de la Gare place (occupée)	bâtiment industriel ou artisanal	204.27	40000	1ha85a70ca

## 1) ADMINISTRATION DU CADASTRE ET DE LA TOPOGRAPHIE :

Guichets : 54, Avenue Gaston Diderich / Luxembourg  
 Adresse postale : Boîte postale 1761 / L – 1017 Luxembourg  
 Homepage : act.public.lu  
 Téléphone : 247-54400  
 Téléfax : 247-93976

E-Mail : info@act.public.lu  
 Téléfax : 247-93976

## 2) REMARQUES GENERALES :

2a) L'administration décline toute responsabilité au cas où l'information fournie serait surannée, voire incomplète ou contredirait une quelconque autre information officielle.

2b) Toutes les études ordonnées par le client et relatives à l'interprétation géométrique, cadastrale ou juridique de l'information fournie, relèvent exclusivement de sa propre responsabilité et n'engagent en rien l'administration.

2c) Toute représentation ou reproduction de l'information fournie doit obligatoirement porter la mention du copyright : © *Origine Cadastre : Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (20XX).*

2d) Les parcelles ou parties de parcelle désignées par la nature *place* ou par une nature semblable, ne peuvent être considérées comme terrain à bâtir qu'après obtention de toutes les autorisations prévues par les lois et règlements.

2e) Les informations relatives à la date de naissance et à l'adresse d'une personne physique sont issues du *Répertoire général des personnes physiques et morales* géré par le Centre des technologies de l'Etat et du Registre national des localités et des rues géré par l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

2f) Le terme *Résidence* désigne un immeuble en copropriété régi par la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis, modifiée par la loi du 22 avril 1985.

2g) Le fonctionnaire cité au recto répond seulement de la confection du formulaire respectif. Il n'est responsable, ni de l'exactitude, ni du complet de l'information fournie.

## 3) REMARQUES SPECIFIQUES :

3a) Remarques valables pour tout extrait du plan cadastral :

- L'échelle indiquée n'est qu'approximative. Par conséquent, toute mesure graphique sur le plan cadastral ne saurait être qu'approximative.

- Le support de référence pour chaque représentation graphique du plan cadastral, est obligatoirement le fichier numérique original ou le cas échéant son affichage sur écran.

- Une légende relative aux informations graphiques du plan cadastral peut être consultée sur le site internet de l'administration.

3b) Remarque valable pour toute indication d'une année de report sur le plan cadastral :

L'année de construction d'un bâtiment ne se confond pas nécessairement avec celle de son premier report. En outre, le report ne prend pas en considération les modifications non signalées à l'administration ou non encore inscrites dans la documentation cadastrale.

3c) Remarque valable pour tout extrait d'un plan de mensuration officielle :

Un extrait d'un plan de mensuration officielle ne peut pas accompagner un quelconque acte authentique.

3d) Remarques valables pour toute désignation d'un lot privatifs dans un immeuble en copropriété :

- la quote-part indiquée est exprimée en millièmes de propriété collective,

- la surface utile indiquée est exprimée en mètres carrés,

- le bloc est désigné par la majuscule U au cas où la résidence respective ne comporterait qu'un seul bloc,

- l'escalier est désigné par la majuscule U au cas où le bloc respectif ne comporterait qu'un seul escalier,

- le niveau B1 correspond au 1<sup>er</sup> sous-sol, le niveau B2 correspond au 2<sup>e</sup> sous-sol, et ainsi de suite.

- abréviations esc. : escalier et niv. : niveau.

Cette désignation est établie par la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété et le règlement grand-ducal du 22 juin 1988 concernant la publicité en matière de copropriété.

